

Cote du document:	EB 2010/99/R.24/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	10 d) i)
Date:	22 avril 2010
Distribution:	Publique
Original:	Espagnol

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à la République dominicaine pour le**

### **Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session  
Rome, 21-22 avril 2010

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux membres du Conseil d'administration**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Marco Camagni**

Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2576  
courriel: [m.camagni@ifad.org](mailto:m.camagni@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>v</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Documentos básicos de referencia (Principaux documents de référence)	1
II. Marco lógico (Cadre logique)	2

## **Sigles et acronymes**

BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BID	Banque interaméricaine de développement
PACTA II	projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité dans le secteur agroalimentaire

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République dominicaine pour le projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

# Carte de la zone du projet

## Dominican Republic



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République dominicaine

### Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République dominicaine
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du projet:</b>	48,46 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	9,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 14 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	15 (à 18) ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt égal au taux annuel de référence déterminé sur une base semestrielle par le Fonds
<b>Cofinanceurs:</b>	Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) Institutions financières nationales
<b>Montant du cofinancement:</b>	BCIE: 16 millions d'USD Institutions financières nationales: 9,46 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Parallèle
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	5,31 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	3,68 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA





# Proposition de prêt à la République dominicaine pour le projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est

## I. Le projet

### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La République dominicaine possède des avantages comparatifs pour les produits agricoles – tant traditionnels que biologiques – qui font l'objet d'une demande croissante sur les marchés mondiaux et nationaux. Les chaînes de valeur et les organisations de producteurs présents dans le pays bénéficient d'un environnement favorable. Quatre chaînes de valeur prometteuses, favorables aux pauvres, ont été identifiées (café, cacao, fruits et légumes) et le projet vise, entre autres, à promouvoir l'intégration des petits producteurs au sein de celles-ci. Le projet contribuera à la création d'emplois et de micro-entreprises au profit des populations les plus démunies, en forgeant des partenariats avec d'autres programmes de développement économique et social en cours.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République dominicaine un prêt d'un montant de 9,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 14 millions d'USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est. La durée du prêt sera de 15 (à 18) ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt de référence annuel déterminé par le FIDA sur une base semestrielle.

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République dominicaine au titre du SAFD est de 14,579 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFD (2010-2012).

#### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La République dominicaine est en mesure d'absorber et d'assurer le service du prêt proposé. La dette extérieure du pays est gérée dans le cadre de l'accord stand-by conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en novembre 2009. En 2009, la dette extérieure s'élevait au total à 8 200 millions d'USD (soit 20% du PIB). Depuis 1980, le total du financement octroyé par le FIDA à la République dominicaine représente 47 millions de DTS.

#### Flux de fonds

5. Les fonds provenant du prêt du FIDA seront déposés sur un compte spécial libellé en dollars des États-Unis. Les demandes de retrait de fonds seront traitées par les signataires agréés désignés par le Ministère des finances.
6. Des retraits inférieurs au total à l'équivalent de 50 000 USD pourront être effectués du compte de prêt pour les dépenses liées au recrutement du personnel de l'Unité de gestion du projet (UGP). Ces dépenses pourront être engagées avant la date de signature de l'accord de prêt mais après l'approbation par le Conseil d'administration.

#### Modalités de supervision

7. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

## **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

8. Aucune dérogation n'est envisagée.

### **Gouvernance**

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du prêt du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) la réalisation d'audits annuels indépendants, conformément aux normes internationales et aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets; et ii) l'intégration, au sein de l'UGP, d'un auditeur du Bureau du vérificateur général du Ministère de l'agriculture et d'un auditeur de la Cour nationale des comptes chargés d'examiner au préalable toutes les dépenses.

## **C. Groupe cible et participation**

### **Groupe cible**

10. Le projet sera mis en œuvre dans 20 provinces du centre et de l'est du pays. Le groupe cible est composé de 88 643 familles de producteurs vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté. Les bénéficiaires directs, soit 24 000 ménages, seront des petits producteurs pauvres (19 000), des femmes, des jeunes et des paysans sans terre (5 000).

### **Méthode de ciblage**

11. La stratégie de ciblage du projet est en harmonie avec la politique du FIDA en la matière et met à profit les enseignements tirés des opérations antérieures du FIDA dans une optique d'intégration effective des groupes les plus défavorisés. Le projet appliquera un panachage de ciblage direct et d'auto-ciblage, en fonction des demandes et des priorités des communautés, groupes et organisations.

### **Participation**

12. Le projet encouragera et garantira la participation des bénéficiaires. Des autodiagnostic appuyés par le projet permettront de concevoir et d'établir des plans d'activité et de développement sur une base participative. Les bénéficiaires feront partie des comités chargés d'examiner et d'approuver lesdits plans et prendront part à la sélection des prestataires de biens et services ainsi qu'au suivi-évaluation (S&E).

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

13. Le but du projet est de contribuer à réduire les niveaux de pauvreté et d'extrême pauvreté dans les zones rurales de la République dominicaine. L'objectif est d'accroître les revenus et les ressources des populations pauvres – hommes, femmes et jeunes – ciblées par le projet dans 20 provinces du Centre et de l'Est, grâce à leur insertion constante et mutuellement avantageuse au sein de chaînes de valeur dynamiques et écologiquement viables.
14. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) promouvoir et renforcer les capacités des bénéficiaires et de leurs organisations; ii) améliorer l'accès des organisations de petits producteurs à des marchés et chaînes de valeur dynamiques; et iii) promouvoir l'accumulation de capital par les petits producteurs agricoles, les organisations de producteurs et les microentrepreneurs en favorisant un accès durable aux marchés financiers.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

15. Dans le cadre de la Stratégie nationale de développement et du Programme de développement, le gouvernement a demandé l'appui du FIDA dans deux domaines clés: i) la sécurité alimentaire nationale, en particulier pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables; et ii) la compétitivité du secteur des petits producteurs ruraux, compte tenu des possibilités offertes par le marché national et international et de l'impact du Traité de libre échange entre les Etats-Unis, les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA-DR).

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

16. Mettant à profit les quelque trente années de collaboration dans le pays, ce projet – ainsi que celui approuvé en avril 2009 – contribue grandement à consolider le rôle joué par le Fonds en sa qualité de partenaire stratégique du gouvernement dans des domaines relevant de sa mission, dans le droit fil du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), lequel est également présenté au Conseil d'administration à la présente session. Le projet est en harmonie avec la stratégie et les politiques du FIDA destinées à accroître les revenus et à améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres: i) en renforçant les organisations et le capital humain et social; ii) en développant et en facilitant l'accès aux marchés et les services d'appui et financiers; iii) en favorisant la parité hommes-femmes et la gestion des ressources naturelles et de l'environnement; et iv) en accordant la priorité aux populations les plus défavorisées et aux groupes les plus désavantagés par le biais de mécanismes de ciblage spécifiques.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

17. Les objectifs et approches du projet s'inscrivent dans le droit fil de la Stratégie nationale de développement 2010-2030, des priorités sectorielles du Ministère de l'agriculture et des politiques économiques gouvernementales. Le projet vise l'intégration des petits producteurs au sein de chaînes de valeur, conformément aux objectifs stratégiques fixés par la Stratégie nationale de développement, grâce: i) à l'accroissement de la productivité et à la gestion améliorée après récolte; ii) au respect des normes internationales phytosanitaires et à l'adoption de pratiques écologiquement viables; iii) à la formation à la gestion entrepreneuriale; et iv) au renforcement des relations entre producteurs et marchés. En ce qui concerne les services financiers ruraux, le projet proposé est aligné sur les efforts nationaux visant à mobiliser des ressources provenant du système financier privé et à créer un système national d'assurance récolte et un fonds de garantie.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

18. Conçu dans une optique de programme de pays, le présent projet vient compléter le projet approuvé l'année passée pour les 11 provinces limitrophes d'Haïti. Les activités seront harmonisées avec celles du principal partenaire, à savoir la Banque interaméricaine de développement (BID), qui finance le projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité du secteur agroalimentaire (PACTA II), dont la mise en œuvre sera étroitement coordonnée avec les deux projets du FIDA sous l'égide du Ministère de l'agriculture. Les liens seront renforcés avec les projets d'infrastructures de l'Union européenne; avec l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), qui a accordé un appui financier au réseau public-privé pour les chaînes de valeur (AgroRED); et avec le Gouvernement italien, qui finance le programme ART GOLD (Articulation des réseaux territoriaux et thématiques de coopération en développement humain – Gouvernance et développement local), une initiative du Programme des Nations Unies pour le développement.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

19. Le projet comprend quatre composantes: i) renforcement du capital humain et organisationnel (8%); ii) développement des possibilités de commercialisation (17%); iii) financement d'initiatives de commercialisation et d'emploi (69%); et iv) gestion du projet et S&E (6%).

### **Catégories de dépenses**

20. Les catégories de dépenses sont au nombre de six: i) véhicules (1%); ii) formation et vulgarisation (34%); iii) accords et contrats de services (11%); iv) fonds de cofinancement pour les services d'appui à la production et les

innovations en matière de services financiers ruraux (25%); v) salaires (24%); et vi) dépenses de fonctionnement (5%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

21. Les principaux partenaires sont le Ministère de l'agriculture et le comité de pilotage du projet, qui est présidé par le Ministère de l'agriculture et comprend des représentants du Ministère des finances et du Ministère de l'économie, de la planification et du développement. Les autres partenaires sont des ONG nationales et internationales et des entreprises privées pour la fourniture de services techniques spécialisés, des organisations de producteurs de deuxième et troisième rang (y compris la Confédération nationale des producteurs de cacao de la République dominicaine [CONACADO] et la Fédération des producteurs de café de la Région Sud [FEDECARES]) et les partenaires des chaînes de valeur.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

22. L'exécution du projet sera confiée au Ministère de l'agriculture, lequel mettra en place une Direction chargée de la mise en œuvre des projets de coopération financière internationale (DIPCF) qui comprendra une unité chargée de coordonner l'exécution des projets appuyés par le FIDA. Le système d'administration de la DIPCF couvrira tous les projets mis en œuvre dans cette zone. L'exécution du projet sera décentralisée: le gouvernement conservera le contrôle des décisions relatives aux stratégies et aux politiques, de la planification et de la supervision, et délèguera à des organisations du secteur privé ou à des institutions publiques, par le biais de contrats spécifiques ou d'accords subsidiaires, les responsabilités effectives d'exécution.

### **Rôle de l'assistance technique**

23. Le projet vise essentiellement à renforcer les capacités locales et institutionnelles à trois niveaux: i) renforcement institutionnel des groupements et organisations ainsi que des consortiums de chaînes de valeur; ii) renforcement des capacités de production; et iii) renforcement des capacités d'exécution des projets du Ministère de l'agriculture. La fourniture d'une assistance technique spécialisée sera confiée à des prestataires externes ou bien sera assurée par les acteurs des chaînes de valeur, les organisations de producteurs de deuxième ou troisième rang, ou encore les techniciens du Ministère de l'agriculture.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

24. Un accord de principe conclu avec la BID, sous l'égide du Ministère de l'agriculture, porte sur la coordination, avec PACTA II, de la création de la DIPCF qui sera chargée de l'exécution des deux projets du FIDA et de PACTA II. Plusieurs prestataires de services ont émis des manifestations d'intérêt qui pourront être formalisées dès le démarrage du projet. Concernant les organisations de deuxième et troisième rang (CONACADO, FEDERCARES, etc.) – chefs de file des chaînes de valeur –, les accords préliminaires existants pourraient eux aussi être formalisés lors du démarrage. S'agissant de la participation d'institutions financières, comme les banques ADOPEM et ADEMI, des manifestations d'intérêt écrites existent.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

25. Le coût total du projet est de 48,46 millions d'USD. Les principales sources de financement sont: le FIDA (29%); la BCIE (33%); le gouvernement (11%); les bénéficiaires (8%) et les institutions financières nationales (19%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

26. Les services fournis dans le cadre du projet bénéficieront principalement à 19 000 petits producteurs et à 5 000 femmes et jeunes. Les avantages générés seront notamment les suivants: i) 50% au moins des bénéficiaires du projet auront

un accès permanent à des chaînes de valeur, et 100% auront un accès amélioré aux marchés; ii) le total des ventes des producteurs bénéficiaires augmentera d'au moins 10% l'an; iii) 27 microentreprises seront créées; iv) 5 000 producteurs non organisés (dont 30% de femmes) deviendront membres d'organisations; v) 30% des organisations de premier rang établiront des liens avec les organisations de deuxième rang, et 90% des organisations concernées verront leur renforcement institutionnel s'améliorer; et vi) la productivité augmentera de 20%, 60% des producteurs rempliront les critères de commercialisation requis, et 80% appliqueront de meilleures pratiques agricoles.

#### **Viabilité économique et financière**

27. Afin de réaliser une analyse économique et financière, un certain nombre de modèles d'exploitation, d'ajout de valeur après récolte et de microentreprises ont été examinés. Les indicateurs économiques suivants ont été appliqués pour évaluer le projet: Taux interne de rentabilité économique (TRE), Valeur actuelle nette (VAN) et rapport coûts-avantages, calculés sur une période de 20 ans et avec un facteur d'actualisation de 4,27%. Les résultats donnent un TRE de 26,6%, une VAN de 154,4 millions d'USD et un rapport coûts-avantages de 15,4%. La sensibilité à la réduction des avantages et à l'augmentation des coûts est faible: malgré une diminution des avantages à hauteur de 20% et une augmentation des coûts à hauteur de 30%, le TRE est encore de quelque 12%.

### **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

#### **Modalités de gestion des savoirs**

28. L'unité de S&E du projet sera chargée du recueil, de l'analyse et du partage des savoirs afin de transformer ceux-ci en apprentissage et de les intégrer aux activités du projet, ainsi que de la promotion du partage des savoirs entre les partenaires du projet et les autres parties prenantes. Des ateliers annuels permettront de systématiser les expériences. Une page web consacrée au projet sera créée et offrira des informations sur l'exécution ainsi qu'un observatoire permanent des chaînes de valeur, et des événements destinés à l'échange d'expériences seront organisés. Une attention spéciale sera accordée à l'échange des savoirs dans une logique intégrée de programme de pays en République dominicaine et en rapport avec les opérations basées en Haïti.

#### **Innovations en matière de développement**

29. Les principales innovations pour le pays sont les suivantes: i) la stratégie de ciblage et de parité hommes-femmes; ii) les mécanismes d'intervention axés sur l'intégration au sein de chaînes de valeur favorables aux pauvres; iii) la stratégie de financement en partenariat avec le secteur privé; et iv) une démarche d'agriculture durable mettant l'accent sur l'agriculture biologique et l'adaptation au changement climatique.

#### **Approche d'élargissement**

30. Le projet constitue une priorité pour le gouvernement et pour le Ministère de l'agriculture dans la mesure où il est mis en œuvre dans des zones où la concentration de pauvreté est forte et où le FIDA n'est jamais intervenu. De plus, il comporte un ciblage novateur des petits producteurs, dans la mesure où il reproduira des expériences déjà existantes dans le pays, avec une durabilité accrue et à plus grande échelle. Les savoirs et l'expérience acquis, une fois analysés et validés par le système de S&E, permettront d'appliquer à plus grande échelle l'approche proposée, au profit d'autres petits producteurs.

### **J. Principaux risques**

#### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

31. Le projet doit faire face à quatre risques majeurs: i) un risque de marché; ii) le risque de conditions climatiques hostiles; iii) le risque d'un accès limité au financement commercial, qui pourrait se traduire par des limitations; et vi) le risque

d'exclusion des populations extrêmement pauvres du fait de l'approche "chaîne de valeur".

32. Le premier risque sera atténué grâce aux chaînes de valeur, qui garantiront un accès plus stable aux marchés. Le deuxième risque sera atténué avec la promotion de meilleures pratiques agricoles adaptées au changement climatique et avec l'appui à la mise en place de systèmes d'assurance. Le troisième risque pourrait être atténué grâce à un suivi et à l'appui constant du FIDA en vue du développement des marchés financiers ruraux, et le quatrième risque par l'application stricte de mécanismes de ciblage direct et par le suivi et la supervision assurés par le FIDA.

#### **Classification environnementale**

33. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

#### **K. Durabilité**

34. Les principaux éléments en appui à la durabilité sont les suivants: i) le renforcement institutionnel, le renforcement des capacités et l'accumulation de capital par les organisations ciblées et par leurs membres; ii) la consolidation d'alliances stratégiques effectives et à long terme avec des acteurs clés du secteur privé (transformateurs, acheteurs, commerçants, etc.) tout au long de la chaîne de valeur; et iii) la mise en place de mécanismes de financement permanents et durables.

### **II. Instruments juridiques et autorité**

35. Un accord de financement entre la République dominicaine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
36. La République dominicaine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

### **III. Recommandation**

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République dominicaine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à neuf millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (9 250 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Desarrollo Económico Rural en el Centro y Este"

(Negociaciones concluidas el 7 de abril de 2010)

Número del Préstamo: \_\_\_\_\_

Proyecto de Desarrollo Económico Rural en el Centro y Este (el "Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

República Dominicana (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

### Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).
2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo proporcionará un préstamo al Prestatario (la "Financiación"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

### Sección B

1. El monto del Préstamo es de DEG 9 250 000.
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será la moneda de los Estados Unidos de América (USD).
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero.
5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre.

6. Habrá una Cuenta del Proyecto para las actividades del Proyecto en un banco designado por el Prestatario y aceptado por el Fondo.

7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por el monto de USD 5 309 000 para cubrir impuestos de la República Dominicana. El Prestatario asignará en el presupuesto nacional los recursos de contrapartida en pesos dominicanos por un monto equivalente a USD 300 000 para el primer semestre de ejecución del Proyecto, o el monto proporcional al tiempo remanente desde la entrada en vigor del Convenio hasta el final del año fiscal del Prestatario. Asimismo, el Prestatario repondrá anualmente por anticipado la Cuenta del Proyecto mediante el depósito de los fondos de contrapartida previstos en el Plan Operativo Anual para el Año del Proyecto pertinente.

### **Sección C**

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio de Agricultura del Prestatario.

2. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

### **Sección D**

El Préstamo será administrado y el Proyecto será supervisado por el FIDA.

### **Sección E**

1. Se considera que, además de los motivos de suspensión indicados en las Condiciones Generales, será motivo de suspensión del presente Convenio, que el Prestatario no logre confirmar el espacio fiscal para la financiación adicional de USD 16 millones prevista en el diseño del Proyecto antes del 31 de diciembre de 2011, así como no logre identificar un financiador y/o donante para tal importe. Se considerará confirmado el espacio fiscal e identificado el financiador y/o donante cuando el Fondo haya recibido evidencia satisfactoria de tales acciones.

2. Se considera que, además de las condiciones generales previas indicadas en las Condiciones Generales, el Prestatario no podrá efectuar retiro de fondos hasta que las siguientes condiciones no se hayan cumplido:

- a) que se haya seleccionado, a través de un proceso satisfactorio para el FIDA, el Coordinador Técnico del Proyecto, los Coordinadores de Componente del Proyecto y el Coordinador de seguimiento y evaluación;
- b) que el Gobierno haya abierto una cuenta designada para recibir fondos del Préstamo por adelantado; y
- c) que el Gobierno haya depositado en la Cuenta del Proyecto el monto inicial, de conformidad con la Sección B 7 del Convenio.

3. El presente Convenio está sujeto a la ratificación del Congreso Nacional del Prestatario.



- I Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Fondo Internacional  
de Desarrollo Agrícola  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Ministro de Hacienda  
Ministerio de Hacienda  
Avenida México no 45, Gazcue  
Santo Domingo  
República Dominicana

El presente Convenio, de fecha \_\_\_\_\_, se ha preparado en idioma (español) en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el Prestatario.

\_\_\_\_\_  
Por el Fondo

\_\_\_\_\_  
Por el Prestatario

## Anexo 1

### *Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución*

#### I. Descripción del Proyecto

1. *Población objetivo.* Se beneficiarán del Proyecto los pequeños productores pobres y muy pobres, así como la población rural pobre en general, los campesinos sin tierra, las mujeres, las madres solteras, las jefas de familias y los jóvenes y microempresarios/as pobres en veinte provincias ubicadas en el norte, centro y este de la República Dominicana (el "Área del Proyecto").
2. *Meta.* La meta del Proyecto es contribuir a la reducción de los niveles de pobreza y de pobreza extrema en las áreas rurales de la República Dominicana.
3. *Objetivos.* Los objetivos del Proyecto incluirán:
  - b. fomentar y fortalecer las capacidades de hombres, mujeres y jóvenes beneficiarios y de sus organizaciones (comunitarias, territoriales, económicas y sociales) para asegurar su participación activa y real en la ejecución de las actividades del Proyecto, para que se puedan mejorar sus niveles de ingreso y calidad de vida y alcanzar la sostenibilidad de las acciones;
  - c. contribuir a que las organizaciones de pequeños productores(as) y microempresarios(as) rurales establezcan relaciones comerciales consolidadas y accedan a mercados más dinámicos y se inserten en cadenas de valor, mediante el mejoramiento y especialización de sus actividades productivas, organizaciones fortalecidas y sostenibles; y
  - d. mejorar los niveles de capitalización de las organizaciones y de los pequeños productores(as) agropecuarios y microempresarios(as) rurales mejorando su perfil de riesgo, y facilitando el acceso sostenible a mercados financieros.
4. *Componentes.* Además del *componente* de Unidad de Gestión del Proyecto y seguimiento y evaluación (SYE), el Proyecto incluye los siguientes componentes:

#### Componente A. Fortalecimiento del Capital Humano y Organizativo.

- A.1. El Proyecto emprenderá un proceso de fortalecimiento cuyos ejes centrales de atención son: a) la familia, como ente económico y centro de las decisiones de las estrategias productivas, y b) las organizaciones, como ente institucional y económico que facilita la inserción en las cadenas de valor y la posibilidad de emprender actividades de agregación de valor.
- A.2. La estrategia de este componente apunta a generar un contexto favorable al desarrollo de iniciativas, por medio del fortalecimiento de capacidades en la Población objetivo. Este componente apuntará al desarrollo de las capacidades de autogestión, para permitir una utilización eficiente y eficaz de los bienes y servicios que ofrecerá el Proyecto y para asegurar la participación efectiva de la Población objetivo en todas las actividades. Dependiendo de su complejidad y cobertura, las acciones de este componente se ejecutarán de forma directa y con personal propio o a través de proveedores especializados, como entidades públicas y privadas, universidades y organizaciones no gubernamentales.

- A.3. Las actividades de este componente iniciarán con la promoción y difusión del Proyecto y un diagnóstico "rápido" para el "reconocimiento" del Área del Proyecto y una primera identificación de potencialidades y de necesidades de fortalecimiento de las organizaciones y de los beneficiarios. Se procederá, en conjunto con las organizaciones formales o informales a una primera fase de identificación y capacitación de líderes, de multiplicadores y otros directivos.
- A.4. Este componente enfocará las acciones en cuatro áreas:
- a) Promoción y divulgación, que tiene como fin la difusión del Proyecto y la selección y formación de promotores, facilitadores y prestadores de servicios del Proyecto.
  - b) Formación de recursos humanos, que asegurará la formación de capacidades, principalmente de jóvenes, mujeres y "multiplicadores".
  - c) Desarrollo de capacidades de planificación e identificación de propuestas productivas y de desarrollo social y económico (planes de negocios y de generación de ingreso).
  - d) Formación para la gestión económica, social y administrativa de las organizaciones. El Proyecto brindará asistencia, capacitación y formación, en forma integrada y complementaria a otros programas ya existentes, para la gestión institucional y para la gestión de actividades económicas. Se fortalecerán las distintas formas organizativas que ya existen o las nuevas que se desarrollen de acuerdo a las prioridades y a las necesidades detectadas por medio de los diagnósticos rápidos.
- A.5. Los resultados esperados de las actividades de este componente son: organizaciones fortalecidas y en condiciones de elaborar un plan preliminar de negocios y/o de actividades de desarrollo para jóvenes, mujeres y población pobre que será preparado por las organizaciones, con el apoyo del personal del Proyecto. El resultado de impacto que se espera alcanzar con este componente es: la generación de capacidades humanas y sociales de las personas y consolidación de las organizaciones económicas y sociales.

#### Componente B. Desarrollo de Oportunidades de Negocios

- B.1. Este componente se enfoca en favorecer la inserción de productores de pequeña escala, jóvenes y grupos de mujeres organizados, en cadenas dinámicas, en alianzas con el sector privado empresarial (hoteles, supermercados, comercializadores, empresa de transformación y exportadores). Los servicios de capacitación y de asistencia técnica y empresarial apuntan a generar las capacidades para la inserción de los pequeños/as productores y de sus organizaciones en las cadenas de valor y en los mercados, para el desarrollo de oportunidades de negocios y para el apoyo a la producción. Los servicios serán diseñados a la medida, caso por caso, y en base a un diagnóstico-calificación de las organizaciones de acuerdo a la calificación preparada por el Componente A.3.
- B.2. El componente aplicará una estrategia de implementación dividida en tres etapas:
- a) detectar las oportunidades y la demanda (mercado) y el explícito interés de otros actores de la cadena y balance entre las prioridades y focalización del Proyecto y prioridades indicadas por los "ordenadores" de las cadenas;

- b) contar con una visión clara de las potencialidades, capacidades e interés por parte de los productores de encarar ese proceso; y
  - c) con la colaboración de los “ordenadores” de las cadenas detectar las restricciones que presentan los pequeños productores para implementar las acciones necesarias para superar esas limitaciones.
- B.3. Estas etapas incluyen acciones de creación y consolidación de alianzas entre productores, empresas y actores comerciales, la financiación (cofinanciamiento) a las organizaciones de los servicios de asistencia técnica para el diseño final y de detalle de los planes de negocio, el fortalecimiento de la capacidad empresarial de los grupos y organizaciones, para la gestión de los negocios, información de mercados y mejoramiento de la capacidad de negociación.

### Componente C. Financiamiento de Iniciativas de Negocio y Empleo (Servicios financieros rurales)

- C.1. Este componente se ocupa de contribuir al levantamiento de restricciones sistémicas que afectan negativamente la oportunidad para la inserción de organizaciones y pequeños productores por limitaciones de acceso al crédito, en especial para financiamiento de mediano y largo plazo.
- C.2. La estrategia del Proyecto consiste en: a) establecer alianzas estratégicas con algunos actores del sector financiero que demuestren interés en ampliar la profundidad de sus servicios hacia el la Población objetivo del Proyecto, es decir pequeños productores o microempresarios rurales insertados en cadenas de valor; y b) creación de un fondo de capitalización no reembolsable que ayude a las organizaciones seleccionadas por el Proyecto a alcanzar un nivel mínimo de capitalización básica que les permita el acceso al crédito y tener acceso a bienes e infraestructura para agregar valor a su producción logrando u afianzando su inserción en encadenamientos productivos.
- C.3. Las instituciones financieras podrán contar con el apoyo del Proyecto para a) desarrollar nuevos productos financieros para un sector en el cual ya tienen previsto ampliar su presencia; y b) organizar y acompañar potenciales nuevos clientes en todos los aspectos de su negocio (formación de alianzas, producción, comercialización, etc.). El Proyecto podrá maximizar el impacto de sus recursos públicos asegurando la vinculación entre sus usuarios y el sector financiero y la cuidadosa selección de planes de negocio que respondan exclusivamente a criterios técnico-financieros.
- C.4. La estrategia de financiamiento de los planes de negocios contará, por lo tanto con dos fuentes de financiamiento, una interna al Proyecto y una externa, pero impulsada y fomentada y articulada por el Proyecto: a) Un Fondo para Capitalización (FOCAP): para transferencia, como capitalización y aporte directo del Proyecto; y b) Recursos de crédito aportados por Aliados externos al Proyecto: para la provisión de crédito para capital de trabajo, aportado por Instituciones Financieras Internacionales (IFI) o por otros agentes de la cadena (como anticipo monetario de pago de la producción o en especie).
- C.5. Este componente enfocará las acciones en tres áreas principales de trabajo: Inducción y Capacitación, Asistencia técnica y alianzas con IFI para el cofinanciamiento de innovaciones y desarrollo de servicios financieros rurales, y Fondo de Capitalización (FOCAP).

- C.6. FOCAP es el fondo de inversión del Proyecto para contribuir a la capitalización de los pequeños productores organizados o microempresarios(as) rurales que han logrado formular un Plan de Negocio aprobado para el Proyecto y promover y/o afianzar su inserción en cadenas de valor pro-pobre y fortalecer su relación de largo plazo tanto con los actores de la cadena como con el sector financiero (bancarización).
- C.7. El FOCAP proveerá financiamiento parcial no reembolsable (*matching grants*) para financiar: a) las inversiones individuales en activos fijos (en finca u en microempresas) esenciales para cumplir con los planes de negocios (por ejemplo, un pequeño equipo de riego para su parcela); b) los costos de los bienes de capital a uso colectivo necesarios para agregar valor a los productos o cumplir con los requerimientos de calidad del mercado (centros de acopio, medios de transporte, cadenas de frío, beneficios, infraestructura de riego, etc.); y c) el financiamiento de inversiones para microempresas y para iniciativas productivas generadoras de ingreso para jóvenes y mujeres. Las inversiones que se cofinanciarán desde el FOCAP serán inversiones de capital.
- C.8. Los *matching grants* son donaciones que se asignan por una sola vez a un mismo grupo de beneficiarios durante la vida del Proyecto y además requieren una contrapartida (patrimonio y pasivos) del grupo de productores o microempresarios (as). El Plan de Negocios deberá cuantificar los recursos propios que aporta el grupo, recursos a adquirirse con crédito de otros financiadores (crédito de instituciones financieras, o de los proveedores o compradores).

## II. Disposiciones de ejecución

5. El Organismo Responsable del Proyecto será la el Ministerio de Agricultura del *Prestatario*.
6. Se establecerá un Comité de Dirección del Proyecto (CDP), presidido por el Ministro de Agricultura e integrado por representantes del Ministerio de Hacienda y del Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo. Este Comité será el mismo del Proyecto PRORURAL Oeste financiado por el préstamo del FIDA 780-DO ("Proyecto PRORURAL Oeste"). El CDP será responsable de la revisión y aprobación de: a) el Plan Operativo Anual (POA); b) los informes periódicos sobre el estado y planes de los mecanismos financieros a fondo perdido; c) otros informes de seguimiento y evaluación; y d) las eventuales modificaciones propuestas al Manual de Implementación del Proyecto. El CDP recibirá copia de los acuerdos estratégicos que se firmen entre el Ministerio de Agricultura y otros organismos del *Prestatario*, organizaciones de productores, agencias y organismos de cooperación y empresas del sector privado. El CDP se reunirá como mínimo dos veces por año.
7. El Ministro de Agricultura ha creado con resolución 14-2010 la Oficina de Ejecución de los Proyectos PRORURAL Oeste, PRORURAL Centro Este y del Proyecto de Apoyo a la Transición Competitiva Agropecuaria (PATCA) II, éste último financiado por el Banco Interamericano de Desarrollo ("Oficina de Proyectos"). La Oficina de Proyectos dependerá directamente del Despacho del Ministro de Agricultura, y estará encabezada por un(a) Director(a) General. La coordinación del Proyecto PRORURAL Oeste y de este Proyecto (denominados conjuntamente "PRORURAL") prevé un(a) Coordinador(a) PRORURAL FIDA del cual dependerá un Coordinador(a) Técnico para el Proyecto PRORURAL Centro y Este y un Coordinador(a) Técnico para el Proyecto PRORURAL Oeste de los cuales dependen una Unidad Técnica de Implementación (UTI) para cada proyecto.

8. La Oficina de Proyectos incluye una Unidad Administrativa Conjunta FIDA/PATCA, que incluirá un área Administrativa dedicada a la administración de los recursos aportados por el FIDA en el marco del PRORURAL. La Unidad Administrativa Conjunta permitirá reducir costos, racionalizar los procesos administrativo y para capitalizar la experiencia del PATCA en la administración y gestión de Proyectos.
9. La ejecución técnica del Proyecto estará a cargo de un(a) Coordinador(a) Técnico(a), que dependerá del Coordinador PRORURAL FIDA (CPF). La sede de la Coordinación de PRORURAL FIDA y de la Coordinación Técnica del Proyecto será en Santo Domingo. Cada componente será coordinado por un Coordinador de Componente que rendirá cuentas al Coordinador(a) Técnico(a). El Proyecto tendrá asimismo un Coordinador SyE.
10. Para facilitar las operaciones en el terreno se establecerán tres Oficinas Regionales. Serán responsables, dentro de su jurisdicción, de llevar adelante el programa de campo del Proyecto, incluida la promoción, la asistencia técnica, la capacitación y el monitoreo.
11. La CPF/UTI será responsable de organizar, constituir y supervisar el funcionamiento de los Comités de Análisis y Aprobación de Planes de Negocio (CRAAP). El funcionamiento de los CRAAP está regulado por el Manual de Implementación del Proyecto.

## Anexo 2

### Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en DEG)	Porcentaje de financiación
1. Vehículos	60 000	100% sin impuestos
2. Capacitación y divulgación	2 850 000	100% sin impuestos
3. Convenios y contratos de servicios	1 010 000	100% sin impuestos
4. Fondos de cofinanciamiento de los servicios de apoyo a la producción y de innovaciones de los servicios financieros rurales	2 130 000	100% sin impuestos
5. Salarios	2 010 000	100% sin impuestos
6. Costos de operación	260 000	100% sin impuestos
7. Sin asignación	930 000	
<b>TOTAL</b>	<b>9 250 000</b>	

2. *Costos de puesta en marcha.* El retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha (en la(s) Categoría(s) V y VI realizados para la selección y contratación del personal del Proyecto referido en la sección E 2a del presente Convenio) antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro no deberán exceder un monto total de USD 50 000.





## Documentos básicos de referencia

### Documentos de referencia del país

Estrategia Nacional de Desarrollo 2010-2020 (Secretaría de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo –SEPYD 2009).  
Focalización de la Pobreza en la República Dominicana (ONAPLAN 2005).  
Información estadística del sector agropecuario 1998-2007(SEA, 2008)  
Plan Nacional de Competitividad Sistémica y Observatorio de Competitividad (CNC 2008).  
Hacia una estrategia de desarrollo territorial rural en República Dominicana (SEPYD 2007)  
Encuesta Nacional de Condiciones de Vida (ENCOVI) (Banco Central de la República Dominicana, 2004).

### IFAD reference documents

Project design reports, key files and working papers  
Preliminary draft of COSOP  
*Market Access. The 2009 Annual report on result and Impact of IFAD Operations (ARRI)*  
IFAD Rural Finance Policy  
IFAD Targeting Policy  
IFAD Gender Policy and Plan of Action  
IFAD's administrative procedures, guidelines and procurement procedures  
IFAD's environmental procedures and recommendations

# Marco lógico

Resumen Narrativo	Indicadores <sup>1</sup>	Medios de Verificación	Supuestos
<p>FIN</p> <p>Contribuir a la reducción de los niveles de pobreza y pobreza extrema en áreas rurales de la República Dominicana</p>	<p>% de reducción en la malnutrición infantil</p> <p># de hogares que han incrementado el índice activos</p> <p># de hogares que han aumentado el nivel de ingreso monetario (desagregado por sexo, región y categoría de beneficiarios)</p> <p># de empleos rurales generados: permanentes y temporales</p>	<p>Estudio de base del proyecto y encuesta RIMS</p> <p>Evaluación de medio término</p> <p>Evaluación final y encuesta final RIMS</p> <p>Informes de seguimiento</p>	<p>El Gobierno mantiene la prioridad en la estrategia de reducción de la pobreza</p>
<p>PROPOSITO</p> <p>Incrementar los niveles de ingresos y los activos de hombres, mujeres y jóvenes pobres atendidos por el Proyecto en 20 provincias del Centro y Este, a través de su inserción permanente y de mutuo beneficio en encadenamientos dinámicos ambientalmente sostenibles</p>	<p><b>Al final del proyecto:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Por lo menos el 50% (12 000) de los productores/as beneficiarios/as del proyecto logran acceder y mantenerse en cadenas de valor</li> <li>Las ventas totales de productores/as atendidos aumentan en al menos 10% anual</li> <li>No menos del 90% de los planes de negocios aprobados son ejecutados satisfactoriamente (más del 90% de ejecución técnica y financiera)</li> <li>102 microempresas poseen instalaciones de acopio, almacenamiento, transformación de la producción y mercadeo.</li> <li>La mayoría de productores/as atendidos/as expresan satisfacción con los bienes y servicios entregados por el proyecto</li> <li>Aumento en el número de organizaciones que cuenta con mujeres en la directiva</li> <li>19 000 pequeños productores rurales pobres (30% mujeres), 3000 mujeres jefas de hogar y 2 000 jóvenes (30% mujeres) se benefician directa o indirectamente de las acciones del proyecto, desagregados por zona y tipo de actividad</li> </ul>	<p>Evaluación de medio término</p> <p>Evaluación final y encuesta final RIMS</p> <p>Informes de seguimiento</p> <p>Estudios puntuales</p> <p>Estudios de caso</p>	<p>Influencia política a nivel local/regional no interfiere con el desempeño estratégico del proyecto</p>
<p><b>RESULTADO 1: Fortalecimiento del capital Humano y Organizativo</b></p> <p>Hombres, mujeres y jóvenes beneficiarios del proyecto manejan sus actividades productivas con criterio empresarial y sus organizaciones se articulan para aprovechar mejores oportunidades de generación de ingreso</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 000 productores no organizados se integran a organizaciones, de los cuales al menos un 30% son mujeres</li> <li>El 100% de las organizaciones atendidas se vinculan a cadenas productivas y a mercados</li> <li>30% de organizaciones de primer nivel se vinculan a organizaciones de segundo nivel</li> <li>Al menos el 80% de las organizaciones atendidas que realizan diagnósticos y análisis sistemáticos de las cadenas de valor a que están integradas</li> <li>No menos del 90% de las organizaciones atendidas evidencia mejoras en su fortalecimiento institucional, superando cada año al menos el 50% de las debilidades diagnosticadas</li> <li>Variación del número de organizaciones apoyadas según las tres categorías de fortalecimiento: incipientes, en transición y consolidadas</li> </ul>	<p>Informes de seguimiento</p> <p>Registros de los técnicos de campo</p> <p>Informes de evaluación Informe consolidado de diagnósticos y autoevaluaciones de las organizaciones</p> <p>Estudio de la participación de la Mujer en las organizaciones de productores</p>	<p><b>PARA TODOS LOS RESULTADOS:</b></p> <p>Niveles de importación de productos agrícolas se mantienen estables</p> <p>Niveles de flujo turístico se mantienen dentro de los rangos proyectados</p> <p>El Gobierno e instituciones satisfacen demandas de infraestructura y servicios sociales en las comunidades</p>
<p><b>RESULTADO 2: Desarrollo de Oportunidades de Negocios</b></p> <p>Organizaciones de pequeños productores han establecido relaciones comerciales con el sector privado para acceder a mercados e insertarse en encadenamientos más dinámicos mediante el mejoramiento y especialización de sus actividades productivas y económicas en empresas competitivas y sostenibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La productividad de la tierra aumenta en un 20% en predios atendidos</li> <li>3000 mujeres jefas de hogar y 2000 jóvenes (30% mujeres) se insertan a la actividad productiva</li> <li>60% de los productores atendidos han diferenciado sus productos para atender a nichos de mercado</li> <li>60% de los productores atendidos cumplen con estándares de calidad e inocuidad requeridos por el mercado</li> <li>80% de productores atendidos aplica buenas prácticas agrícolas (BPA) y de manufactura (BPM), según cultivo</li> <li>A partir del 3er año del proyecto al menos dos alianzas estratégicas se generan cada año dentro de las cadenas de valor seleccionadas</li> <li>A partir del 4to año del proyecto, cada organización atendida forma parte de un plan de negocios en ejecución</li> </ul>	<p>Registro de técnicos de campo</p> <p>Informes de seguimiento</p> <p>Informes de evaluación</p>	
<p><b>Resultado 3: Financiamiento de Iniciativas de negocio y empleo</b></p> <p>Las organizaciones de pequeños productores agropecuarios y microempresarios rurales se han capitalizado y han mejorado su perfil de riesgo, y se ha facilitado su acceso a mercados financieros sostenibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>El 100% de las infraestructuras cofinanciadas concluidas están en funcionamiento y son administradas por organizaciones beneficiarias del FOCAP</li> <li>XX productores (30% mujeres) y organizaciones con acceso a crédito</li> <li>3 000 beneficiarios/as y/o 150 grupos inician microempresas rurales</li> <li>El ratio de inversión del FOCAP por socio participante en cada plan de negocios es igual o menor a USD 1 500</li> <li>Por lo menos XX productores (XX% mujeres) y XX organizaciones acceden a productos financieros rurales desarrollados a través del Fondo de Promoción de Alianzas Estratégicas</li> </ul>	<p>Registros de los técnicos de campo</p> <p>Reportes de las intermediarias financieras</p> <p>Informes de seguimiento</p> <p>Informes de evaluación</p>	

N

